

Gulf Canada

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, à la place d'un Rockefeller nous avons maintenant un Reichmann. Je me demande si nous avons réussi à faire les choses très différemment.

J'aurais à vous faire part de quelques inquiétudes relativement à cette transaction, monsieur le Président. Vous vous souvenez sans doute, monsieur le Président, qu'en mars 1984, Chevron de San Francisco avait acquis Gulf Corporation de Pittsburgh, une transaction gigantesque qui avait coûté 13,2 milliards de dollars. À la suite de cet achat, Chevron Canada et Gulf Canada appartenaient au même propriétaire et naturellement, les deux sociétés étaient en concurrence. En Colombie-Britannique, par exemple, elles avaient entre autres des stations-services concurrentes. Il fallait sûrement faire quelque chose relativement à cette situation. Une fusion entraînerait-elle la suppression d'emplois? D'une certaine manière, la transaction pourrait être bien accueillie, mais il faudrait demander au ministre s'il est garanti qu'aucun des 13,000 employés de Gulf et de Chevron ne sera mis à pied. J'aurai des questions à poser au ministre dans quelques instants.

Le ministre a fait tout de suite un rapprochement avec l'orientation du gouvernement Mulroney, c'est-à-dire la confiance dans le secteur privé, et ce ne serait qu'un début. Voyons les choses d'un peu plus près, monsieur le Président. En concluant l'accord pétrolier de l'Ouest, le gouvernement du Canada a remis beaucoup d'argent à Gulf pour en faire monter la valeur et la mettre en meilleure posture fiscale. Le gouvernement a pris tout l'ancien pétrole que la société détenait et en fixa la valeur aux prix mondiaux. Autrement dit, Gulf a bénéficié de profits énormes.

Selon James Doak, un analyste pétrolier au service de la First Marathon Securities Ltd. de Toronto, Gulf Canada gagnera 200 millions de dollars par année en 1989 grâce à l'entente énergétique. Et selon Denis Mote, un analyste de Toronto au service de la Maison Placements Canada Inc. de Montréal, l'entente a accru de 1 milliard de dollars la valeur de Gulf Canada.

• (1520)

Ce ne sont pas les propos des députés néo-démocrates, mais ceux d'analystes en matière d'énergie. L'Accord de l'Ouest aurait accru de 1 milliard de dollars la valeur de la société Gulf et c'est le gouvernement Mulroney qui est l'artisan de cette entente avantageuse pour l'industrie pétrolière.

En fait, les Canadiens paient maintenant Gulf à un prix gonflé. Le ministre a expliqué que le montant serait de l'ordre de 3 milliards de dollars et que cet argent servirait à réduire une dette. Cet argent canadien servira à réduire la dette de Chevron. Avant de rendre un vibrant hommage aux politiques du gouvernement Mulroney comme le ministre a tenté de le faire, nous devrions examiner dans quelle mesure le prix de cette transaction a été gonflé.

Pour ce qui est de la canadienisation, je doute que ce soit un pas de géant vers cet objectif. Ce pas de géant le gouvernement du Canada l'a franchi quand il a créé Petro-Canada et que cette entreprise a commencé à prendre de l'expansion. C'est

une authentique mesure de canadienisation, et à meilleur compte. Nous voudrions que le ministre nous dise ce qui va advenir de la somme de 3 milliards de dollars qui a été payée pour cette société, somme gonflée à cause de l'entente pétrolière que le gouvernement du Canada a conclue.

M. McDermid: Faudrait vous inscrire au cours E-100 d'initiation à l'économie.

M. Waddell: Peut-être le secrétaire parlementaire aura-t-il l'obligeance de me laisser finir. Il ne se soucie peut-être pas de l'emploi de quelque 13,000 travailleurs, mais je m'en inquiète, moi. Il ne se soucie guère des 3 milliards de dollars et de ce qui va en advenir, mais je m'en inquiète, moi.

M. McDermid: La canadienisation, selon vous, c'est le gouvernement qui achète une entreprise.

M. le Président: À l'ordre. Les députés pourraient-ils laisser leur collègue terminer ses observations? Le ministre et le porte-parole du parti libéral ont pu tous les deux formuler leurs observations en paix.

M. Waddell: Merci, monsieur le Président. Si l'affaire est si bonne, pourquoi les députés tory sont-ils si susceptibles?

M. Thacker: C'est simplement parce que nous aimons la vérité.

M. Waddell: Monsieur le Président, les ministériels pourront à leur tour participer au débat.

Nous voulons examiner cette affaire de très près. Nous tenons à savoir où ira l'argent et quelles peuvent être les répercussions de cette transaction sur la balance des paiements. Nous tenons à savoir ce que l'excès de ces 3 milliards de dollars va signifier pour le Canada. Nous tenons à savoir si les 13,000 employés vont être protégés. Enfin, nous tenons à savoir si le remplacement des actionnaires américains par une famille canadienne à la tête de cette entreprise va vraiment faire une différence. À mon avis, cette différence sera insignifiante, car les compagnies privées canadiennes ont un meilleur bilan que leurs homologues américaines en matière d'investissement, mais je persiste à vouloir que le ministre nous dise qu'il entend faire de Petro-Canada une entreprise canadienne de premier plan. Voilà notre position, et le gouvernement devrait utiliser Petro-Canada pour promouvoir une politique énergétique canadienne qui avantage les Canadiens. Nous avons et continuerons d'avoir au Canada une économie mixte. C'est une affaire intéressante, mais elle soulève maintes questions. Je n'irai pas aussi loin que le ministre, et j'ai quelques questions à lui poser.

M. le Président: Des questions?

M. MacLellan: Monsieur le Président, le ministre est-il au courant de quelque autre arrangement dans le cadre de cette transaction portant sur la vente à la société Olympia & York d'actions de la société Gulf Canada actuelle, ou sur un transfert d'options ou de droits d'achat ou de quoi que ce soit? Existe-t-il un autre arrangement par lequel les activités en aval de la société Gulf Canada actuelle seront vendues à une tierce société, peut-être Petro-Canada?